

Compte-rendu du petit-déjeuner du 17 avril 2015, autour de M. Francis Etienne, ambassadeur de France à Astana
Les besoins du Kazakhstan en matière d'expertise en politiques publiques

L'histoire du Kazakhstan depuis son indépendance, en décembre 1991, est celle de la reconstruction d'un Etat mais également de la construction d'une nation.

L'identité nationale est le ferment utilisé par le chef de l'Etat depuis son arrivée au pouvoir en 1990 pour faire évoluer le pays. En réponse à une remarque de Vladimir Poutine saluant la réussite de Noursoultan Nazerbaïev dans la création du Kazakhstan, ce dernier a décidé de célébrer en 2015 le 550^{ème} anniversaire de la nation kazakh. Le pays (17 M. d'habitants) reste un patchwork d'ethnies et ce n'est que récemment que les Kazakhs sont devenus majoritaires. Ils représentent 70 % de la population, les Russes, encore 23 %, soit 3,7 à 3,8 M. de personnes. Les Ouzbeks sont 450.000 et on compte également des Ukrainiens, des Ouïgours, des Allemands (ex Allemands de la Volga), des Coréens... la composition de la population reflète l'histoire et la géographie du pays et il n'est pas étonnant que le chef de l'Etat ait, dans ce contexte régional parfois difficile et en dépit ou à cause de son enclavement géographique cherché au loin, à l'Ouest, des partenaires.

Coincé entre Russie, Chine, Kirghizstan, Ouzbékistan et Turkménistan, le pays, dont le territoire est aussi grand que la totalité de l'Europe occidentale, est en effet au cœur de l'Asie centrale et son réseau de communications était dépendant de celui hérité de l'époque soviétique. Un effort important a consacré au désenclavement par le développement de routes (liaison Pékin-Saint Pétersbourg dont la partie kazakhstanaise représente 2,5 à 3 Mds € d'investissements), de lignes ferroviaires (liaison au Sud-ouest avec l'Iran, permettant l'accès à la Mer d'Oman, ouverte en octobre dernier) et aériennes (la ligne directe Astana-Paris vient d'ouvrir au début 2015).

Héritier du système soviétique, le régime Nazerbaïev a, dès le début, fait le choix de la réduction de sa dépendance à l'égard de Moscou et de l'ouverture vers l'Ouest.

La France est l'un des 8 à 10 partenaires stratégiques du Kazakhstan. Paris a reconnu le nouvel Etat en 1992, peu après son indépendance, et la première visite présidentielle date de 1993. La suivante n'a toutefois eu lieu qu'en 2008 (Nicolas Sarkozy), comme si le pays avait disparu de nos radars durant 15 ans. Aujourd'hui, les deux pays entretiennent des relations nourries et confiantes. La France dispose d'un capital fort auprès des autorités, tant sur le plan symbolique que matériel.

Sur le plan économique, la France est, en raison de la forte présence du groupe Total (gisement de Kachagan), le troisième investisseur direct (10,7 Mds USD) et le Kazakhstan est le premier fournisseur pétrolier de notre pays. Plus d'une quarantaine d'entreprises françaises sont implantées mais notre part de marché est modeste, loin derrière celle de l'Allemagne qui est le deuxième fournisseur après la Chine. Sur le plan de la coopération, l'ENA et l'ENM ont conclu des accords avec des institutions homologues et des universités françaises ont passé une série d'accords de partenariat en 2014.

Le Kazakhstan a connu une forte croissance économique ces dernières années (+ 9,1 % de croissance moyenne annuelle du PIB par habitant de 2009 à 2013), dynamisme toutefois affecté par la chute du cours des hydrocarbures. Le PIB par habitant pourrait atteindre 15.000 USD en 2015, niveau bien supérieur à celui de la Russie.

Le pays s'ouvre et se développe, la doctrine Nazerbaïev, c'est la priorité au développement. Celle-ci intègre certains aspects de la modernisation de l'action de l'Etat et l'évolution des politiques publiques pour transformer le pays en profondeur. C'est ainsi que vient d'être annoncée

l'organisation d'élections au niveau local, les responsables des villes étant jusqu'à présent désignés par l'Etat.

Pour mener ses réformes, le Président Nazerbaïev, qui devait être reconduit pour un cinquième mandat le 26 avril, peut s'appuyer sur la classe moyenne émergente qui représente déjà 18 à 20 % de la population.

A noter par ailleurs qu'Astana accueillera à l'été 2017 la prochaine Exposition internationale EXPO-2017 consacrée à l'énergie du futur. M. Pascal Lorot est Commissaire général du pavillon français.

Questions & Réponses

Q : L'adhésion à l'espace économique eurasiatique ne traduit-il pas une forme de dépendance à l'égard de la Russie ?

R : L'Union européenne est d'ores et déjà le premier partenaire commercial. De surcroît, la signature d'un accord de coopération et de partenariat renforcé conclu en octobre 2014 est prévue à l'été 2015, la question étant encore posée de savoir s'il s'agit d'un domaine de compétence purement communautaire ou de compétence partagée entre la Commission et les Etats membres.

Q : Qu'en est-il de la corruption dans l'administration ?

R : Le service de l'Etat qui tient lieu d'équivalent de la Direction générale de la fonction publique a fusionné en 2014 avec la police anti-corruption. Par ailleurs, le pouvoir, conscient de la situation, est demandeur d'une coopération et d'une assistance. Gros potentiel de coopération dans ce domaine.

Q : Et du trafic de drogue dans le pays ?

R : 96 % de ce qui est produit en Afghanistan passe par la route qui traverse l'Asie centrale. Le défi est par conséquent redoutable.

Q : Quels sont les besoins d'assistance technique ?

R : La Commission européenne est très présente dans le domaine de l'Etat de droit. Il faut suivre les projets qu'elle publie. Particulièrement, l'annonce par le chef de l'Etat de la création d'une Commission de la réforme administrative devrait induire le lancement de projets. A noter également les besoins des différents ministères en matière de système d'informations.